

Une nouvelle mandature de cinq ans s'annonce. Quelle meilleure occasion de parler, encore une fois, de ce véritable serpent de mer qu'est, pour les Algériens, «l'après-pétrole» ?! Il faut bien noter que cela fait plus de vingt ans que le discours politique dominant en Algérie (après les constats maintes fois établis par les économistes) souligne le caractère vulnérable de l'économie algérienne trop dépendante des hydrocarbures et de la volatilité de leurs prix sur les marchés mondiaux (et de plus en plus volatiles maintenant que les spéculateurs s'en mêlent !). Jusqu'à aujourd'hui encore, toute l'économie — toute la société devrions-nous écrire — est hypersensible aux prix du baril. Pour des raisons diverses, l'ambitieuse stratégie de développement économique et social

des années 1970 n'a pu être menée à terme et la construction d'un système productif national performant et compétitif, pourtant bien lancé à l'image de ce qui s'était opéré un peu plus tôt en Corée du Sud, a été contrariée et n'a pu aboutir. Les raisons de ces contre-performances sont nombreuses. On peut se contenter d'observer qu'elles ne tiennent pas. Comme ont pu l'affirmer certains analystes aux choix économiques qui ont été faits alors et qui auraient été inappropriés. D'autres facteurs ont joué et particulièrement ceux qui tiennent à la gouvernance, trop tatillonne, trop bureaucratique puis, au début des années 1980, ouvertement hostile aux options retenues en 1970 et qui, encore une fois, étaient justes au regard des contraintes et des défis qui caractérisaient l'économie algé-

rienne. Le résultat de cet arrêt brutal de l'industrialisation du pays est qu'en cette décennie 2000, l'économie algérienne est encore plus dépendante des hydrocarbures qu'elle ne l'était dans les années 1970 : 30% du PIB en 1970 ; 50% en 2008 ! Triste réalité connue de tous. Dès sa première mandature, Bouteflika a repris la litanie de l'ardente nécessité d'inscrire les politiques économiques dans un projet de l'après-pétrole, de préparer l'économie à passer de son statut d'économie rentière à celui d'économie de production de biens et services performante et compétitive.

Dix ans après, force est de constater qu'on est toujours dans la litanie récitée encore récemment par le Premier ministre : il nous faut construire une économie moins vulnérable, moins dépendante des hydrocarbures. Oui, mais encore ? Comment faire ? Quelle nouvelle politique économique mettre en œuvre ? Quel nouveau paradigme de développement définir et adopter ? That is the question ! La troisième mandature qui s'annonce sera jugée, dans le domaine économique, à l'aune de trois défis que l'Etat a à relever.

1)- Renouer avec notre ambition industrielle en tenant compte des nouveaux contextes national et international.

2)- Construire une économie de services qui fait cruellement défaut.

3)- Faire émerger une économie fondée sur la connaissance qui fait du progrès technique le facteur-clé de la croissance.

Chacun de ces défis peut évidemment être décliné et des feuilles de route établies pour chacun des trois dossiers.

Le rôle économique de l'Etat dans la construction de la nouvelle économie

Il faut d'abord rappeler que le fameux «consensus de Washington», ce nouvel évangile du libéralisme économique qui prône la dictature des marchés, le libre-échange et la libéralisation financière, a produit des résultats catastrophiques et pas seulement dans les pays du Sud. La crise économique mondiale actuelle signe le triomphe des régulationnistes qui prônent une économie de marché encadrée et régulée. De même, qu'elle redonne leurs lettres de noblesse aux politiques économiques keynésienne avec intervention de l'Etat pas seulement dans la régulation mais aussi dans l'impulsion active de la croissance. Il nous faut bien admettre, tous, mais surtout ses promoteurs, que «l'économie de marché libre, ouverte et concurrentielle» prônée et mise en œuvre à la fin des années 1990 en Algérie, n'a pas été probante et le retour actuel au premier plan du rôle économique de l'Etat offre des perspectives intéressantes pour renouer avec le projet développementiste et hâter l'émergence économique de l'Algérie. Il semble enfin admis aujourd'hui, par les décideurs, qu'en Algérie, et sans tomber dans l'étatisme de type soviétique, le rôle économique de l'Etat est tout à fait stratégique. Non pas seulement comme redistributeur mais surtout comme investisseur et producteur de richesses. Un Etat stratégique, qui encadre, régule, contrôle mais aussi investit et produit dans les secteurs stratégiques. L'Etat doit jouer ce rôle en accompagnement des inves-



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

tisseurs privés qu'il doit encourager et pour lesquels il doit faciliter le «Doing Business».

Mais ce rôle que doit jouer l'Etat doit être adossé à un projet économique décennal où seront définis les stratégies sectorielles et le système de gouvernance apte à les concrétiser. Après les infrastructures de base et l'équipement du pays, l'heure est à la réhabilitation de l'entreprise. L'industrie manufacturière, les services à l'entreprise, la recherche-innovation, l'agriculture saharienne : c'est dans tous ces secteurs que se joue l'après-pétrole. Il faut donc arrêter de se contenter d'appeler à l'après-pétrole : il faut commencer à le concrétiser sur le terrain. Et le faire maintenant et non pas demain, car c'est maintenant que le pays dispose encore des ressources pour le faire. Ce projet est mobilisateur, c'est un projet qui donnera de multiples occasions aux jeunes Algériens d'être des bâtisseurs. Et quel meilleur rêve pour un jeune que d'être un bâtisseur.

A. B.

CONDOLÉANCES

Les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble de l'équipe du journal, très affectés par le décès de leur ami et confrère

Abdelaziz Bellazoug

présentent à son épouse Hanifa, ses enfants et toute sa famille leurs condoléances les plus attristées et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie

Que Dieu le Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

C'est avec une profonde tristesse que les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie* ont appris le décès de leur ami

Bessah Ali

En cette pénible circonstance, ils présentent à la famille du défunt leurs condoléances les plus attristées et la prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

Que Dieu le Tout-Puissant lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr

laalamhakim@hotmail.com

hlaalam@gmail.com

Zoudj barakat !

Le ministère de l'Intérieur a le plaisir d'annoncer aux électrices et électeurs qu'ils pourront accomplir leur devoir électoral le 9 avril prochain sur simple présentation d'une pièce d'identité, une carte nationale, un permis de conduire, un passeport, un...

... ticket de bus, un billet de train, un reçu de pressing, une vignette de médicament, un bouton de manchette, une fermeture éclair, une photo de Cheb Mami...

Aujourd'hui, je relaie volontiers les appels du FFS, du RCD, du MDS, du MAK, du CCDD et de plusieurs personnalités appelant au boycott de l'élection présidentielle du 9 avril et à une insurrection citoyenne et pacifique. D'abord, une évidence, mais qu'il faut tout de même rappeler : le jeudi 9 avril, personne ne viendra vous mettre le canon d'un pistolet sur la tempe pour vous forcer à aller voter. Vous craignez des représailles si vous ne vous rendez pas au bureau de vote, comme le refus de délivrance de papiers administratifs par vos mairies respectives ? Si cela devait advenir, signalez ces dépassements de l'administration aux journaux. Au *Soir d'Algérie*, le monsieur qui s'occupe de la page Periscoop est un gars charmant, disponible et tout et tout. Il se fera un malin plaisir de répercuter. Mais ne pas aller au bureau de vote ne suffit pas. Le MAK propose aux boycotteurs de présidentielle de porter un brassard noir. C'est une idée. Le noir, le MAK le veut en hommage aux victimes du Printemps berbère. Si vous

n'aimez pas le noir, vous pouvez opter pour un brassard d'une autre couleur. Evitez le vert, il pourrait prêter à confusion. Et puis, c'est connu, dès qu'un brassard vert fait son apparition en ville, on voit aussitôt surgir Ali Benhadj. Vous pouvez également accrocher un drapeau à votre balcon. Mais le mettre en berne, bien en berne. Si la météo est clémente ce jour-là, les boycottteuses et boycottteurs peuvent porter des tee-shirts à l'envers, retournés. Pour ceux qui sont équipés de caméscopes, vous pouvez également vous pointer devant les bureaux de vote de vos localités aux heures connues de calcul du taux de participation par le ministère de l'Intérieur, 9 heures, 11 heures, 13 heures, 15 heures, 17 heures, une heure avant la fermeture des centres de vote, filmer l'absence flagrante de la foule inventée au même moment par l'ENTV et diffuser vos images sur la toile, sur le web. Lorsque vous apercevrez un citoyen interviewé par l'ENTV et disant devant les caméras qu'il est «heureux et fier d'accomplir ce jour son devoir électoral», vous pourrez vous mettre plein champ derrière lui, chanter et danser «zoudj barakat !». Bien évidemment, les équipes techniques de l'Unique couperont au montage, mais vous leur aurez compliqué la tâche, fait perdre du temps et perturbé la fraude. Faites preuve d'imagination. On peut tout imaginer un 9 avril. Avec tout de même à l'esprit une préoccupation : foutre le barouf, oui, mais pacifiquement ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Le 9, ne laissez personne décider à votre place. Boycottez !

